Principaux résultats des trois premières années du programme de stabilisation et d'ajustement structurel

Ahmad Noshi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/395>

DOI : 10.4000/ema.395

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1995

Pagination : 149-155

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Ahmad Noshi, « Principaux résultats des trois premières années du programme de stabilisation et d'ajustement structurel », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 21 | 1995, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/395> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.395>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Principaux résultats des trois premières années du programme de stabilisation et d'ajustement structurel

Ahmad Noshi

- 1 Depuis 1986, la forte baisse des prix du pétrole, principale cause de la récession au Moyen-Orient, a aggravé les difficultés structurelles de l'économie égyptienne¹. Entraînant la chute des deux principales sources de devises de l'Égypte, les exportations de pétrole et les transferts des émigrés, elle s'est traduite par la baisse du taux de croissance annuel du PIB à 2,3%², au rythme de la croissance démographique. La crise du Golfe a provoqué le retour d'un nombre important d'émigrés égyptiens, ainsi que la chute des recettes du tourisme et la disparition des exportations vers l'Irak. Le taux d'inflation, qui oscillait autour de 10% en moyenne au cours des années précédentes, s'élève à 20% en 1990/91. Le taux de croissance réel du PIB chute à 2,1%³. Les parts dans le PIB du déficit budgétaire et des paiements courants atteignent respectivement 17% et 10%. La part du service de la dette dans les recettes d'exportation s'élève à 46%⁴ contre 20% en moyenne au début des années 80.
- 2 L'incapacité de l'économie égyptienne à s'adapter aux chocs externes, apparue clairement au cours de la décennie 80, rend la situation explosive au début des années 90, l'accumulation des arriérés de la dette extérieure menaçant la capacité d'emprunt de l'Égypte. Cette situation critique conduit le gouvernement égyptien à adopter un programme de réforme global, comprenant l'application, dès janvier 1991, de certaines mesures radicales précédant la signature, en mai 1991, de l'accord de stabilisation et d'ajustement structurel avec le FMI et la Banque mondiale. Cet accord comprend: le financement du déficit budgétaire par l'émission de bons du Trésor⁵ se substituant à l'emprunt bancaire; la fixation, par la Banque centrale d'Égypte, du taux de réescompte au niveau du taux de rémunération des bons du Trésor à 91 jours dans une marge de

plus ou moins 2%: et enfin, fin février 1991, la mise en flottement de la livre et l'ouverture du marché des changes au secteur privé.

- 3 Le programme de stabilisation et d'ajustement structurel conclu avec les deux institutions internationales avait pour objectifs :
  - la stabilisation de l'économie et le rétablissement des équilibres internes et externes par la libéralisation des marchés des capitaux et des changes;
  - la restructuration, par une meilleure utilisation des ressources, de l'économie nationale à travers: la libéralisation des prix; la diminution du contrôle étatique sur l'investissement; l'augmentation de la part du secteur privé; le développement des exportations; une plus grande ouverture aux importations; une refonte globale de la législation, de façon à assurer l'environnement propice à ces transformations;
  - le développement de politiques sociales destinées à atténuer les conséquences du programme sur les catégories sociales économiquement défavorisées.
- 4 L'accord de stabilisation conclu avec le FMI concernait la libéralisation des changes et la réduction du déficit budgétaire, par diminution des dépenses et augmentation des recettes fiscales. Dans cette optique, le gouvernement égyptien a mis en application une taxe sur les ventes, vouée à se transformer en taxe à la valeur ajoutée par élargissement progressif de sa base de recouvrement. L'accord d'ajustement structurel signé avec la Banque mondiale comprenait, outre la libéralisation des prix et du commerce extérieur, la privatisation de certaines entreprises publiques, la promotion des marchés des capitaux et la modification des codes du travail et de l'investissement. Il prévoyait également de restreindre l'investissement public aux seules infrastructures, à la santé, à l'éducation et à l'achèvement des projets en cours. Il envisageait la mise en place du Fonds social, destiné à compenser les effets du chômage induit par les réformes. Il se proposait également de développer les systèmes d'assurances sociales, de chômage, et de maladie.
- 5 De ces différents objectifs, seul celui des privatisations n'a pas été rempli. Le gouvernement égyptien a néanmoins réussi à convaincre la Banque mondiale qu'il était nécessaire d'étaler ces dernières sur une période plus longue que celle prévue initialement, afin d'effectuer une évaluation correcte de la valeur des actifs des entreprises privatisables et d'empêcher tout conflit social. Dans les autres domaines, le programme de stabilisation et d'ajustement a été couronné de succès. Entre juin 1992 et juin 1994, la part du déficit budgétaire dans le PIB est tombée de 17% à 2,5%, l'indice des prix à la consommation urbaine a chuté de 21% au cours de l'année 1991/92 à 9% en 1993/94. Les réserves internationales de la Banque centrale d'Égypte ont été multipliées par 7, passant de 2,8 à 17 milliards \$ entre juin 1990 et juin 1994. Le taux de change de la livre égyptienne a été stabilisé à 0,3 \$ environ, grâce au niveau élevé du taux d'intérêt réel sur les dépôts en livre. Les taux réels restent positifs jusqu'en juillet 1994, malgré la baisse progressive des taux d'intérêts nominaux depuis janvier 1994.
- 6 Cependant, la stabilisation du taux de change par le jeu des taux d'intérêts ne peut être considérée comme un résultat positif du programme de réformes. En effet, l'inflation en Égypte restant supérieure à celle des principaux partenaires commerciaux du pays, cette stabilité a fait chuter la compétitivité des exportations égyptiennes de 25 à 30% entre fin février 1991 et juin 1994⁶. Le résultat le plus tangible de la politique monétaire est sans conteste la transformation du déficit des paiements en excédent grâce à la réduction du service de la dette et à la hausse des transferts officiels et privés en raison de la stagnation des importations, et ce, malgré la baisse des exportations. Cette

performance doit beaucoup au rééchelonnement des arriérés de paiements de la dette extérieure ainsi qu'à l'annulation, échelonnée sur trois étapes, de 15%, 15% puis 20% de la valeur réelle de la dette extérieure et ses intérêts⁷.

- 7 Les résultats de la première phase du programme de stabilisation et d'ajustement ne sont pas tous positifs. La récession amorcée en 1985/86 par la chute des prix du pétrole a été accentuée. Selon les estimations du FMI et de la Banque mondiale, le taux de croissance du PIB est nul en 1991/92, atteint 0,5% en 1992/93 et 2% en 1993/94. Néanmoins, d'après la Banque mondiale, l'activité du secteur privé et l'indice réel de l'activité économique⁸ connaissent une nette amélioration en 1993/94, puisque ce dernier passe de -4,4% à 6% de l'année s'achevant en octobre 1993 à celle s'achevant en octobre 1994, le taux de croissance des ventes du secteur privé s'élevant de 1,2% à 1,3% pour les mêmes années. Malgré ces faibles progrès, l'investissement privé, selon la Banque mondiale⁹, aurait baissé au cours des trois premières années de l'ajustement. La part de la FBCF (formation brute de capital fixe) privée dans le PIB serait passée de 8,7% à 6,8% entre 1991 et 1993. La part de la FBCF publique dans le PIB diminuerait également de 11,8% à 10,2% durant la même période. Le taux de croissance de la FBCF totale serait négatif en 1991, 1992 et 1993 : - 0,5%, - 8,5% et - 2,9% respectivement.
- 8 Ces estimations concordent avec les statistiques officielles égyptiennes sur l'emploi, qui indiquent une aggravation du chômage, en particulier celui des actifs scolarisés. Selon l'enquête trimestrielle main-d'œuvre par échantillon du CAPMAS¹⁰, le taux de chômage le plus élevé touche les bacheliers, passant de 24% à 35% entre 1990 et 1993. En zone rurale, le taux de chômage de ces Jeunes atteint 42% en 1993 contre 29% en 1990. Entre ces deux mêmes dates, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement technique croît de 22% à 23%, celui des titulaires de diplômes universitaires s'élevant de 16% à 21% (voir tableau 1 page suivante). Par contre, le taux de chômage des analphabètes et des actifs n'ayant aucun titre scolaire a fortement diminué, passant de 2 à 2,5% environ, en 1990, à moins de 0,5% en 1993. Ces deux dernières catégories représentant la plus grande part de la population active; le taux de chômage global n'augmente que de près de 3% en 4 ans, s'élevant de 8,6% à 11,3%. Selon la même enquête par échantillon, le secteur du BTP enregistre d'abord une baisse des effectifs employés de 954.600 à 884.00 entre 1990 et 1992, du fait de la réduction des dépenses publiques et privées de construction. Mais à la suite du tremblement de terre d'octobre 1992, la reprise de l'activité du bâtiment fait remonter cet effectif à 903.900 en 1993. Dans les autres secteurs, l'emploi a tendance à baisser entre 1990 et 1993, principalement dans l'agriculture, l'industrie, les transports et les communications. La Banque mondiale montre que, pour réduire le chômage de moitié au cours des six prochaines années, le secteur privé devrait créer 5 millions d'emplois, soit trois fois et demie le nombre d'emplois créés entre 1986/87 et 1991/92¹¹.
- 9 La première phase de l'ajustement structurel n'a pas débouché sur l'augmentation des exportations non pétrolières, qui baissent de 1,9 à 1,5 milliard \$ entre 1990/91 et 1993/94. Cette réduction des recettes d'exportations est pour partie imputable à la baisse des ventes aux anciens membres du COMECON, qui chute de 640 à 140 millions \$ entre 1991/92 et 1993/94, et la disparition des exportations vers l'Irak. En 1994, une Haute commission des exportations dirigée par le ministre du Plan et composée majoritairement de représentants du secteur privé a été créée pour émettre des propositions favorisant le développement des exportations. L'amélioration de la qualité des produits égyptiens doit être prioritaire. L'accentuation des contrôles sur les

importations européennes rend nécessaire l'obtention du certificat ISO 9000¹² et la mise en place des institutions, des législations et des aides garantissant le contrôle et l'amélioration de la qualité.

- 10 La première phase du programme de stabilisation et d'ajustement s'achève avec les résultats dont nous venons de parler. La seconde phase vise au développement, par le secteur privé, de l'investissement, de l'emploi et de la croissance. Elle doit permettre de rendre l'économie égyptienne plus compétitive par le développement des échanges extérieurs.

- 11 Traduit de l'arabe par Françoise Clément

ANNEXES

Tableau 1 : Taux de chômage selon le niveau de scolarisation des actifs (en% actifs totaux)

Années	Zones	Analphabètes	Lit	< BAC	BAC	Supérieur	Université	Total
			et écrit			court		
1990	Urbain	2,91	2,18	10,80	20,20	20,34	11,82	10,36
	Rural	0,27	1,45	15,46	26,16	22,07	16,33	7,29
	Total	2,52	1,80	15,80	23,97	20,94	13,18	8,57
1991	Urbain	1,78	1,34	5,62	25,80	20,15	12,76	11,34
	Rural	0,50	0,31	5,49	30,95	17,74	18,33	6,90
	Total	0,77	0,80	5,55	30,22	19,27	13,99	8,79
1992	Urbain	1,00	0,86	2,80	24,65	20,93	13,13	11,00
	Rural	0,10	0,18	1,10	37,34	18,72	20,00	7,38
	Total	0,27	0,51	2,10	30,21	20,10	14,60	8,95
1993	Urbain	1,16	0,62	3,34	30,00	23,28	11,57	12,96
	Rural	0,13	0,44	3,45	41,55	22,51	21,21	10,00
	Total	0,34	0,53	3,44	35,41	22,96	13,71	11,30

Source : CAPMAS, Enquête trimestrielle "main-d'œuvre par échantillon". 1990 à 1993, Le Caire.

Tableau 2 : Population active employée par branche d'activité

Secteurs	En milliers d'actifs				Taux de variation annuelle			En pourcentage du total			
	1990	1991	1992	1993	1991	1992	1993	1990	1991	1992	1993
Agriculture	5.598,6	5.546,8	5.535,0	5.224,3	-0,93	-021	-5,61	39	38	43	35
Mines	43,8	45,6	44,9	37,1	4,11	-1,54	-17,37	0	0	0	0
Industrie	1.867,8	2.048,7	2.014,6	2.054,1	9,69	-1,66	1,96	13	14	15	14
Electricité / Eau	102,0	138,8	147,4	146,0	36,08	6,20	-0,95	1	1	1	1
BTP	954,0	962,0	884,1	903,9	0,78	-8,10	2,24	7	7	7	6
Commerce/											
hôtellerie	1.380,8	1.322,6	1.332,3	1.479,7	-421	0,73	11,06	10	6	9	10
Transports	912,7	903,2	777,7	779,4	-1,04	-13,90	0,22	6	6	5	10
Finances	279,8	291,3	237,1	290,7	4,11	-18,61	22,61	2	2	2	2
Services privés	3.182,9	3.219	2.042,3	3803,4	1,13	-36,55	86,23	22	0	22	16
Non répertorié	27,1	11,2	5,8	0	-58,67	-48,21		0	0	0	26
Total	14.350,1	14.489,2	13.021,2	14.718,6	0,97	-10,13	13,04	100	100	100	100

Source : CAPMAS, Enquête trimestrielle "main-d'œuvre par échantillon", 1990 à 1993, Le Caire.

NOTES

1. Ahmad Noshi a été expert auprès de la Banque mondiale de 1992 à 1994.
2. Données du Ministère du Plan, *World Tables*, 1994.
3. *Idem*.
4. FMI, août 1993.
5. La Banque centrale publie dans la presse quotidienne le montant et la durée de remboursement (91, 120 ou 361 jours) des bons du Trésor émis. Elle publie également la date d'ouverture des offres qui lui sont soumises, directement ou par l'intermédiaire de la banque du client, en précisant le montant de l'achat et le taux d'intérêt requis. Les offres sont classées,

après comptabilisation du taux d'intérêt, par ordre croissant des taux d'intérêt offerts jusqu'à couverture du montant émis. Les offres des banques publiques ne sont prises en considération qu'en cas de non couverture de la totalité de l'émission.

6. Le calcul du taux de change effectif réel correspond à la moyenne des taux de change nominaux avec les principaux partenaires commerciaux de l'Égypte (États-Unis, France, Japon, Italie, Allemagne, Royaume-Uni). Ces taux de change sont pondérés par les taux de croissance des prix à la consommation des marchandises non pétrolières exportées et importées en Égypte et chez ces partenaires. Ils sont pondérés également par la part relative de chacun de ces pays dans le commerce extérieur de l'Égypte entre 1987/88 et 1991/92.

7. Remise de 50% de la valeur réelle de la dette : des accords bilatéraux avec chaque créancier sont conclus sur la réduction de 50% du montant du principal et des intérêts de la dette à l'expiration de la période de remboursement initial. Cette baisse se réalise sous forme de réduction du taux d'intérêt du principal, par l'allongement de la durée de remboursement ou de la période de grâce, ou par une combinaison de ces différentes possibilités.

8. Moyenne simple de différents indices: importations de biens de consommation, consommations d'électricité du secteur industriel, prêts accordés par la Banque du développement et du crédit agricole au secteur privé, ventes locales de fer à béton et de ciment, charge des bateaux passant par le canal de Suez; nombre de sociétés ayant fait l'objet de compensation dans les banques locales; nombre de nuitées touristiques : nombre de touristes; salaires payés par l'État; offres d'emploi et appels d'offre des entreprises publiés dans la presse (*al-Ahrâm* du vendredi); autorisations accordées par le GOR.

9. Banque mondiale, bases de données par pays, document de travail, décembre 1993.

10. CAPMAS : Central Agency for Public Mobilization and Statistics (Institut national égyptien de la statistique). Les données de l'enquête trimestrielle « Main-d'œuvre par échantillon », seule statistique disponible en Égypte sur l'évolution de l'emploi entre deux recensements, comportent des marges d'erreur d'autant plus importantes que les données sont désagrégées. De plus, en 1992, l'enquête enregistre une baisse de 10% de l'emploi total : 1.5 million d'actifs seraient donc subitement devenus chômeurs. Cette évolution contredit les données du Ministère du Plan; qui note pour la même année une hausse de 1,6% de la population active employée. Ces écarts importants, dus aux méthodes d'échantillonnage et de questionnement des individus ainsi qu'à l'amplification des erreurs par agrandissement de l'échantillon au niveau de la population totale, rendent peu fiables les données de l'enquête « Main-d'œuvre par échantillon ». Ce sont malheureusement les seules données annuelles détaillées sur l'emploi dont on dispose en Égypte.

11. Défis et obstacles du développement du secteur privé, Banque mondiale, 1994.

12. Certificats de qualité des produits ou de la gestion délivrés par des organismes accrédités.

INDEX

Mots-clés : ajustement structurel

AUTEUR

AHMAD NOSHI

Banque centrale